

cependant, le volume des échanges (total des exportations et des importations) croît constamment à un rythme dépassant nettement celui de la progression du PIB. En 1990, le commerce extérieur représentait plus de 30 p. 100 du PIB, ce qui faisait de la Chine, selon ce critère, le plus ouvert des grands pays en développement, le degré d'ouverture de son économie étant plus du double de celui de l'Inde ou du Brésil. Les échanges commerciaux ont également contribué au relèvement du niveau technologique du pays et au renforcement des investissements étrangers directs en Chine. De manière plus générale, la production a augmenté à un taux annuel moyen atteignant près de 9 p. 100 pendant la période allant de 1979 à 1991, et le pays a enregistré des progrès considérables sur le plan de la productivité.

Les réformes économiques en Chine ont sensiblement modifié la structure de l'économie et elles ont eu des incidences très positives sur la production et sur la consommation. Cela dit, il y a encore beaucoup à faire. Il existe sept domaines prioritaires où d'autres réformes doivent intervenir : le secteur des entreprises étatiques, le secteur financier, les finances publiques, les échanges commerciaux, les prix et les marchés, la durabilité sur le plan écologique ainsi que le rôle de l'État. L'élargissement et l'approfondissement de la réforme du secteur des entreprises étatiques, de même que la modernisation du système de soutien social, constitueront les deux obstacles les plus redoutables que les réformateurs chinois devront surmonter d'ici à la fin de la présente décennie.

Les problèmes environnementaux vont également représenter un défi de taille pour le développement durable de la Chine. Ils présentent un degré de gravité plus élevé que la plupart des pays industrialisés à des stades comparables de leur développement économique, ce qui tient principalement à l'importance de la population du pays et aux contraintes qui se posent sur le plan des ressources naturelles. Ces facteurs pourraient amoindrir les possibilités de croissance économique de la Chine si on ne s'attaque pas à brève échéance aux causes directes et indirectes, ou sous-jacentes, de ces phénomènes. Il faut que les réformateurs chinois en arrivent à situer la gestion de l'environnement dans le cadre du processus plus large de réforme économique et de restructuration industrielle. En outre, l'augmentation constante des émissions causant des pluies acides et produisant des gaz à effet de serre, par exemple, donnera de plus en plus une dimension internationale aux problèmes environnementaux de la Chine.

S'il est vrai que la situation de toutes les provinces du pays s'est améliorée de 1980 à 1994, les taux de croissance réelle du PIB, supérieurs à 10 p. 100 à l'échelle nationale, relèguent dans l'ombre les écarts entre les taux de croissance des différentes régions et provinces. Les inégalités entre les régions ainsi qu'entre les zones urbaines et rurales vont s'aggraver pendant les années 90, ce qui pourrait faire